



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 69

## **Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Claude Ryan  
Ministre de l'Éducation**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1990**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi apporte diverses modifications à la Loi sur l'instruction publique relativement aux modalités de financement des commissions scolaires et du Conseil scolaire de l'île de Montréal.*

*C'est ainsi que le projet de loi élargit le pouvoir de taxation des commissions scolaires et du Conseil scolaire de l'île de Montréal en rehaussant les limites permises par la loi. Il fait toutefois obligation au Conseil de répartir entre les commissions scolaires de l'île de Montréal la totalité du produit de la taxe qu'il impose en appliquant certaines règles fixées dans la loi.*

*Le projet de loi habilite le gouvernement à adopter des règlements pour déterminer certaines règles relatives à l'établissement du produit maximal de la taxe qui peut être imposée par les commissions scolaires. Le projet de loi remplace les règles relatives à la subvention de péréquation que le ministre de l'Éducation verse aux commissions scolaires.*

*Le projet de loi vient également corriger, à l'intérieur de la Loi sur l'instruction publique, certaines imprécisions.*

*Le projet de loi modifie aussi la Loi sur l'enseignement privé afin d'actualiser pour l'année scolaire 1990-1991 les montants de base par élève pour la détermination des subventions à verser à une institution déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subventions.*

*Le projet de loi édicte enfin des dispositions transitoires et finales.*

## Projet de loi 69

### Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 219 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3) est remplacé par le suivant:

«**219.** La commission scolaire prépare et transmet au ministre les documents et les renseignements qu'il demande pour l'exercice de ses fonctions et pouvoirs, à l'époque et dans la forme qu'il détermine. ».

**2.** L'article 307 de cette loi, modifié par l'article 35 du chapitre 8 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du premier alinéa et après le mot « écoles », des mots « qui relèvent ».

**3.** L'article 308 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**308.** Lorsque la commission scolaire impose une taxe dont le taux d'imposition excède 0,35 \$ par 100 \$ de l'évaluation uniformisée des immeubles imposables ou partie de cette évaluation incluse dans son assiette foncière ou dont le produit, établi lors de l'adoption de son budget, excède le montant calculé en application des alinéas suivants, cette taxe doit être soumise à l'approbation des électeurs conformément aux articles 345 à 353.

Pour une année scolaire, le produit maximal de la taxe est calculé en effectuant les opérations suivantes:

1° multiplier le montant par élève fixé pour cette année par le nombre admissible d'élèves pour la même année établi selon ce qui est prévu par les règlements du gouvernement;

2° ajouter, lorsque le nombre admissible d'élèves est de 1 000 ou plus, le montant de base fixé pour la même année.

Pour l'année scolaire 1990-1991, le montant par élève est de 500 \$ ou, si le nombre admissible d'élèves est inférieur à 1 000, de 650 \$, et le montant de base est de 150 000 \$. Pour chaque année scolaire suivante, les montants par élève et le montant de base sont obtenus en appliquant à ceux de l'année précédente les taux de majoration fixés par les règlements. ».

**4.** L'article 309 de cette loi est abrogé.

**5.** L'article 312 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La commission scolaire peut, malgré le premier alinéa, fixer le taux de la taxe scolaire si elle est autorisée à effectuer un montant de dépenses avant l'approbation de son budget. ».

**6.** L'article 348 de cette loi, modifié par l'article 38 du chapitre 8 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Ce texte doit être suivi de l'une des notes suivantes, selon le cas :

*(Si la limite dont on propose le dépassement est celle du taux d'imposition)*

« NOTE: Ce taux correspond à  $(x)$  cents par 100 \$ d'évaluation uniformisée de plus que la limite permise par la loi.

Si l'imposition de la taxe est approuvée, le taux de celle-ci constitue la nouvelle limite permise par la loi à ce titre pour l'année scolaire (*indiquer ici l'année scolaire*) et pour les trois années scolaires suivantes. »

*(Si la limite dont on propose le dépassement est celle du produit maximal de la taxe)*

« NOTE: Les revenus prévus de cette taxe correspondent à  $(w)$  \$, soit  $(x)$  \$ de plus que le produit maximal permis par la loi; le montant par élève a été porté à  $(y)$  \$, soit  $(z)$  \$ de plus que la limite permise.

Si l'imposition de la taxe est approuvée, le montant de  $(y)$  \$ ci-dessus constitue le nouveau montant par élève aux fins du calcul du produit maximal de la taxe prévu par la loi pour l'année scolaire (*indiquer ici l'année scolaire*) et pour les trois années scolaires suivantes. »

*(Ou, si le dépassement des deux limites est proposé)*

« NOTE : Le taux de cette taxe correspond à  $(v)$  cents par 100 \$ d'évaluation uniformisée de plus que la limite permise par la loi.

Les revenus prévus de cette taxe correspondent à  $(w)$  \$, soit  $(x)$  \$ de plus que le produit maximal permis par la loi; le montant par élève a été porté à  $(y)$  \$, soit  $(z)$  \$ de plus que la limite permise.

Si l'imposition de la taxe est approuvée, le taux de celle-ci et le montant de  $(y)$  \$ mentionné au deuxième alinéa constituent le taux maximal de la taxe et le nouveau montant par élève aux fins du calcul du produit maximal de la taxe pour l'année scolaire (*indiquer ici l'année scolaire*) et pour les trois années scolaires suivantes. ».

**7.** L'article 352 de cette loi, modifié par l'article 39 du chapitre 8 des lois de 1990, est remplacé par le suivant :

« **352.** Lorsque la taxe scolaire est approuvée, le taux ou le montant par élève supérieur à celui visé à l'article 308 constituent le nouveau taux ou le nouveau montant par élève aux fins de cet article pour l'année scolaire visée et pour les trois années scolaires suivantes. ».

**8.** L'article 389 de cette loi est modifié par l'insertion, dans les cinquième et septième lignes du premier alinéa et après le mot « écoles », des mots « qui relèvent ».

**9.** L'article 434 de cette loi, modifié par l'article 47 du chapitre 8 des lois de 1990, est remplacé par les suivants :

« **434.** Le Conseil peut imposer une taxe scolaire sur tout immeuble imposable situé sur le territoire des commissions scolaires de l'île de Montréal pour assurer le rattrapage en matière d'éducation dans les milieux défavorisés de ces commissions scolaires.

« **434.1** Le Conseil doit imposer une taxe scolaire sur tout immeuble imposable situé sur le territoire des commissions scolaires de l'île de Montréal pour combler leurs besoins.

« **434.2** Le taux de la taxe scolaire imposée par le Conseil ne peut excéder 0,35 \$ par 100 \$ de l'évaluation uniformisée des immeubles imposables ou partie de cette évaluation incluse dans l'assiette foncière des commissions scolaires de l'île de Montréal, ni son produit, établi lors de l'adoption du budget de ces commissions scolaires, excéder la somme des montants obtenus en effectuant pour chaque commission scolaire de l'île de Montréal les calculs prévus aux deuxième et troisième alinéas de l'article 308.

« **434.3** Les articles 302, 310, les premier et deuxième alinéas de l'article 311 et l'article 312 s'appliquent à la taxation par le Conseil, compte tenu des adaptations nécessaires.

« **434.4** Pour l'application des articles 434 et 434.1, lorsqu'une partie du territoire d'une commission scolaire de l'île de Montréal est située en dehors de l'île de Montréal, le Conseil exerce sur cette partie du territoire, conformément aux articles 304 à 307, les fonctions et pouvoirs qui auraient été ceux de la commission scolaire si l'article 303 lui avait été applicable.

Pour la détermination de l'assiette foncière d'une commission scolaire de l'île de Montréal, le deuxième alinéa de l'article 303 et les articles 304 à 307 s'appliquent, le cas échéant, comme si elle imposait elle-même la taxe scolaire.

« **434.5** Les commissions scolaires de l'île de Montréal préparent et transmettent au Conseil les documents et les renseignements qu'il demande aux fins de la taxation scolaire. ».

**10.** L'article 438 de cette loi est abrogé.

**11.** L'article 439 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **439.** Le Conseil répartit entre les commissions scolaires de l'île de Montréal la totalité du produit de la taxe scolaire selon les règles suivantes :

1° chaque commission scolaire reçoit le montant qu'elle a demandé jusqu'à concurrence d'un montant équivalent à la moins élevée des limites déterminées en appliquant l'article 308 comme si la commission scolaire avait imposé elle-même la taxe scolaire ;

2° le solde est réparti entre les commissions scolaires dans la mesure et suivant les règles indiquées dans une résolution du Conseil. ».

**12.** L'article 440 de cette loi, modifié par l'article 50 du chapitre 8 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **440.** Lorsqu'une commission scolaire a besoin d'un montant excédant l'une ou l'autre des limites visées par le paragraphe 1° de l'article 439, celle-ci doit elle-même percevoir cet excédent au moyen d'une surtaxe. » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Lorsque la surtaxe est approuvée, elle s'applique à l'année scolaire pour laquelle elle est imposée et la commission scolaire peut percevoir l'excédent du taux ou du montant par élève sur celui visé à l'article 308 pour les trois années scolaires suivantes sans excéder la moindre des nouvelles limites. ».

**13.** L'article 444 de cette loi, modifié par l'article 51 du chapitre 8 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **444.** Lorsque le montant total des dépenses du Conseil pour assurer le rattrapage en matière d'éducation dans les milieux défavorisés des commissions scolaires excède la différence entre le montant total des dépenses des commissions scolaires de l'île de Montréal pour le paiement duquel une taxe est imposée en vertu de l'article 434.1 et la somme des montants obtenus en effectuant pour chaque commission scolaire de l'île de Montréal les calculs prévus aux deuxième et troisième alinéas de l'article 308 ou lorsque ce montant a pour effet de porter le taux d'imposition de cette taxe au delà de 0,35 \$ par 100 \$ de l'évaluation uniformisée des immeubles imposables par le Conseil, la taxe imposée par le Conseil doit être soumise à l'approbation des électeurs des commissions scolaires de l'île de Montréal conformément aux articles 345 à 353. ».

**14.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 455, du suivant :

« **455.1** Pour le calcul du produit maximal de la taxe prévu à l'article 308, le gouvernement doit, par règlement :

1° déterminer les règles relatives à l'établissement du nombre admissible d'élèves, y compris préciser les élèves ou catégories d'élèves qui peuvent être pris en considération et prévoir l'application d'un indice de pondération à chaque élève, lequel peut varier selon les catégories d'élèves ;

2° fixer les taux de majoration des montants par élève ;

3° fixer le taux de majoration du montant de base. ».

**15.** L'article 475 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **475.** Le ministre doit prévoir, dans les règles budgétaires visées à l'article 472, le versement d'une subvention de péréquation, à toute commission scolaire qui, pour une année scolaire, établit l'insuffisance de ses ressources fiscales. Cette subvention est égale au

montant de cette insuffisance, calculé lors de l'adoption du budget de la commission scolaire, en effectuant les opérations suivantes :

1° déterminer, pour cette année scolaire, le produit maximal de la taxe scolaire qui pourrait être imposée par la commission scolaire, en effectuant les calculs prévus aux deuxième et troisième alinéas de l'article 308;

2° déterminer, pour la même année scolaire, le produit d'une taxe scolaire qui pourrait être imposée par la commission scolaire au taux maximal fixé à l'article 308;

3° soustraire le montant obtenu en application du paragraphe 2° de celui obtenu en application du paragraphe 1°.

Pour l'application du premier alinéa, il n'est pas tenu compte du taux ou du montant par élève supérieur à celui visé à l'article 308 qui a été approuvé par référendum ou que la commission scolaire doit soumettre à l'approbation de ses électeurs. ».

**16.** L'article 508 de cette loi est abrogé.

**17.** L'article 14.1 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) est remplacé par le suivant :

« **14.1** Pour l'année scolaire 1990-1991, les montants de base sont :

1° de 1 361 \$ à l'éducation préscolaire;

2° de 1 998 \$ à l'ordre d'enseignement primaire;

3° de 2 852 \$ à l'ordre d'enseignement secondaire;

4° à l'ordre d'enseignement collégial:

a) de 3 521 \$ pour l'enseignement général;

b) de 6 061 \$ pour l'enseignement des techniques biologiques;

c) de 4 505 \$ pour l'enseignement des techniques physiques;

d) de 4 265 \$ pour l'enseignement des techniques humaines;

e) de 3 864 \$ pour l'enseignement des techniques de l'administration;

f) de 4 848 \$ pour l'enseignement des arts et des lettres.



Ces montants sont modifiés, pour chaque année scolaire, par le gouvernement pour tenir compte des taux de variation des subventions versées pour la même année scolaire aux commissions scolaires et aux collèges d'enseignement général et professionnel, sans tenir compte toutefois des subventions versées pour des dépenses propres à l'enseignement public. ».

**18.** L'article 17.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **17.1** Pour l'année scolaire 1990-1991, les montants de base sont :

- 1° de 994 \$ à l'éducation préscolaire;
- 2° de 1 467 \$ à l'ordre d'enseignement primaire;
- 3° de 2 104 \$ à l'ordre d'enseignement secondaire;
- 4° à l'ordre d'enseignement collégial :
  - a) de 2 642 \$ pour l'enseignement général;
  - b) de 4 546 \$ pour l'enseignement des techniques biologiques;
  - c) de 3 379 \$ pour l'enseignement des techniques physiques;
  - d) de 3 199 \$ pour l'enseignement des techniques humaines;
  - e) de 2 898 \$ pour l'enseignement des techniques de l'administration;
  - f) de 3 634 \$ pour l'enseignement des arts et des lettres.

Ces montants sont modifiés, pour chaque année scolaire, par le gouvernement pour tenir compte des taux de variation des subventions versées pour la même année scolaire aux commissions scolaires et aux collèges d'enseignement général et professionnel, sans tenir compte toutefois des subventions versées pour des dépenses propres à l'enseignement public. ».

**19.** Lorsqu'une taxe scolaire imposée par une commission scolaire pour l'année scolaire 1988-1989 ou 1989-1990 a été approuvée par un référendum, le taux supérieur à la limite prévue à l'article 308 de la Loi sur l'instruction publique, édicté par la présente loi, ou le pourcentage de la dépense nette définie à l'article 309, tel qu'il se lisait le (*inscrire ici le jour précédent celui de la sanction de la présente loi*), supérieur au produit maximal de la taxe prévu à l'article 308 constituent respectivement le taux maximal ou le produit maximal de

la taxe pour l'application de l'article 308 pour l'année scolaire 1990-1991 et, si elle a été imposée en 1989-1990, pour l'année scolaire 1991-1992.

**20.** Sont validées les règles budgétaires visées à l'article 472 de la Loi sur l'instruction publique et établies pour l'année scolaire 1990-1991.

**21.** Pour l'application de l'article 277 de la Loi sur l'instruction publique pour l'année scolaire 1990-1991, la commission scolaire soumet à l'approbation du ministre de l'Éducation son budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette avant le 30 septembre 1990.

La commission scolaire est autorisée à encourir, entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 octobre 1990, le montant de dépenses ou un pourcentage du montant de dépenses de l'année scolaire précédente que détermine le ministre de l'Éducation.

**22.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.